



La France : ses atouts

A la recherche d'une autre voie

L'économie française va mal, nous ne le savons que trop. Mais vouloir remédier à ses maux avec la thérapie aujourd'hui infligée aux pays du sud de l'Europe serait la voie la plus périlleuse qui soit - aussi bien pour la France que pour l'ensemble de la zone euro. C'est donc une autre voie qu'il faut trouver. Celle-ci ne pourra venir que d'une meilleure sollicitation des spécificités de l'économie française. C'est en cela qu'une bonne connaissance de ses atouts peut servir.

SOMMAIRE

La France va mal, le risque qu'elle bascule dans une situation critique est réel

- La dette n'est pas soluble dans l'austérité
- Déflation compétitive : une non-option
- France-Allemagne : deux économies, deux modèles

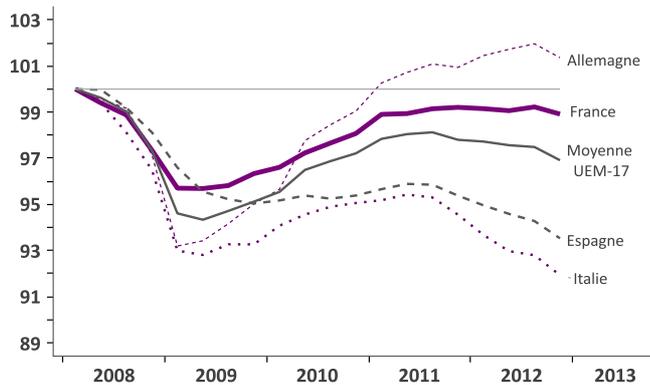
A la recherche d'une autre voie

- Les atouts de la France : de quoi parle-t-on ?
- Les multiples avantages d'une démographie dynamique : demande, investissement, capacités de financement, richesse patrimoniale
- La performance méprisée de la productivité française
- Présence et rayonnement des grandes entreprises françaises à l'international
- La R&D
- Le positionnement géographique : tourisme et agriculture
- Mieux combiner les atouts révélés de l'économie française pour faire face à la crise

La France va mal, le risque qu'elle bascule dans une situation critique est réel

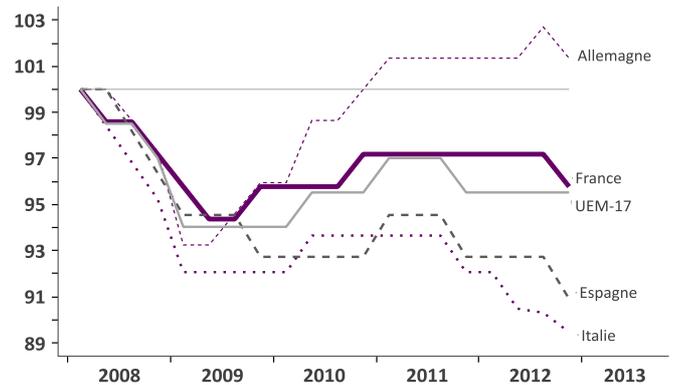
Après deux années de totale stagnation, l'économie française donne des signes de plus en plus tangibles d'enlisement : résultat des pertes cumulées de la récession de 2009 et d'une baisse de 6 % au cours des 24 derniers mois, le niveau de la production industrielle n'est pas plus élevé aujourd'hui qu'il y a quasiment vingt ans, au printemps 1994. Le produit intérieur brut, inférieur de 1 % à son niveau d'avant la crise financière de 2008, marque un déclin de 4 % en moyenne par habitant. Le nombre de sans-emplois bat des records avec plus de 10 % de la population active au chômage et la consommation par tête affiche sa plus longue période de stagnation depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Produit intérieur brut à prix constants, 2008 T1=100



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

PIB par tête, à prix constants, 2008 T1=100



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Dans un tel contexte, la perspective d'une nouvelle récession sur fond de durcissement permanent de la politique budgétaire prend un tour particulièrement inquiétant. À ce point de détérioration, une contraction supplémentaire de l'activité implique, en effet, des conséquences difficilement réversibles sur le potentiel de croissance de l'économie française et sur la situation structurelle de ses finances publiques.

Que faire ? Alors que les solutions indolores paraissent aujourd'hui hors de portée et qu'une certaine panique s'installe devant l'urgence de la situation, la préconisation d'un choc de compétitivité emporte souvent la préférence. Cette proposition repose sur une idée simple : quitte à souffrir, que cela porte ses fruits ! Une baisse drastique des dépenses publiques accompagnée d'une réduction des coûts des entreprises sont ainsi souvent perçues comme pouvant forcer une renaissance de l'activité exportatrice et un rééquilibrage des finances de l'État. En somme, il s'agirait d'appliquer à la France la thérapie imposée depuis trois ans aux pays du sud de l'Europe. Il y a pourtant, de nombreuses raisons de considérer qu'une politique de déflation compétitive est non seulement largement inappropriée à la crise présente mais serait en tout état de

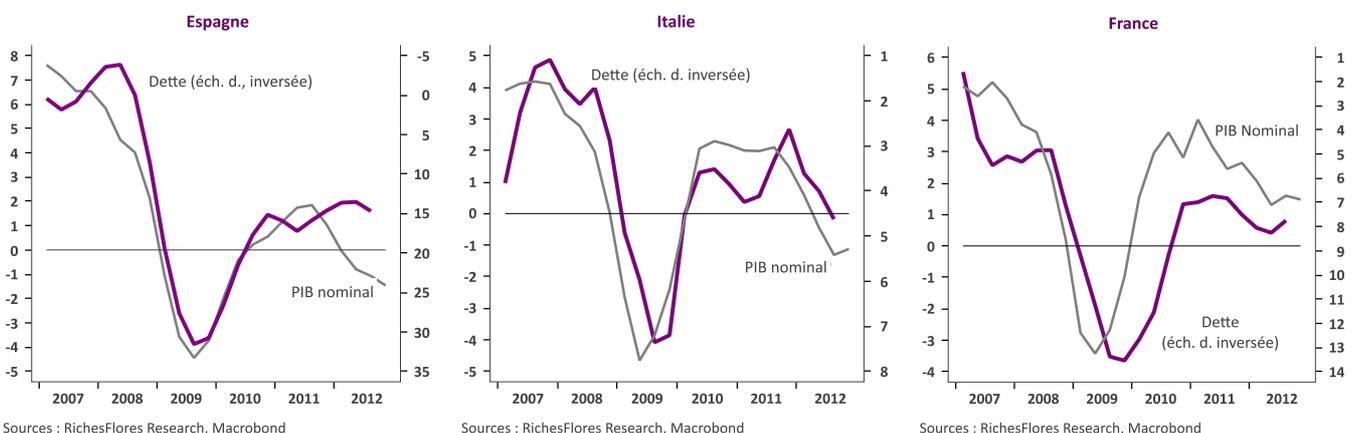
cause, l'option la plus périlleuse qui soit - pour la France et, par voie de conséquence, pour l'ensemble de la zone euro.

La dette n'est pas soluble dans l'austérité

La première erreur consiste à croire en l'efficacité des politiques d'austérité pour réduire le surendettement. La recette ne fonctionne pas et ne peut fonctionner, rappelons rapidement pourquoi.

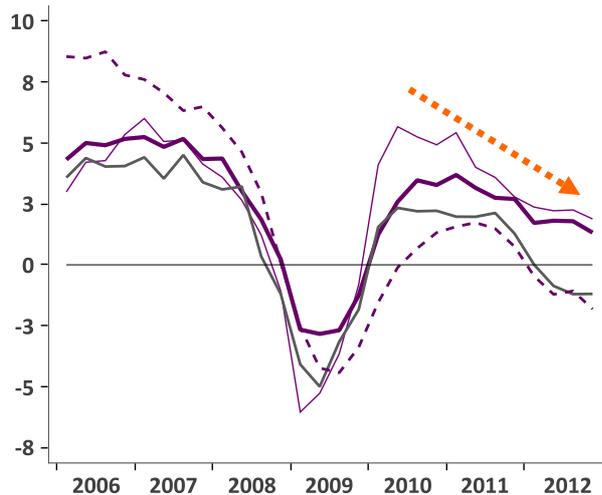
La capacité d'un agent quel qu'il soit, particulier ou État, à rembourser ses dettes est fonction de l'évolution de ses revenus futurs. Un particulier endetté dont les revenus baissent devient plus ou moins rapidement insolvable, selon son niveau initial d'endettement et la rapidité avec laquelle son revenu baisse. Il en est de même pour un État, dont les revenus sont ceux du pays qu'il représente, c'est-à-dire de son produit intérieur brut. **Les politiques d'austérité, en réduisant le produit intérieur brut, augmentent donc mécaniquement le risque d'insolvabilité souveraine à plus ou moins long terme.** C'est la première raison pour laquelle elles ne peuvent fonctionner. La seconde tient à la place du secteur public dans la vie économique, au rôle important joué par les prélèvements fiscaux et les dépenses publiques pour les revenus des agents privés et, vice versa, à la sensibilité des revenus et dépenses de l'État à la plus ou moins bonne santé du secteur privé. Cette relation étroite induit une forte corrélation négative entre les évolutions respectives de la croissance économique et de la dette publique qui ne se dément jamais durablement : **les périodes de croissance économique soutenue sont ainsi corrélées avec une décroissance de la dette et les périodes de décroissance économique, avec une accélération de cette dernière** (voir graphique ci-dessous), de sorte que le rapport du PIB à la dette s'en trouve mécaniquement augmenté. La solidité de cette relation voue de facto à l'échec toute tentative de désendettement par la voie de l'austérité, qui plus est lorsque celle-ci est déflationniste ce qui est presque systématiquement le cas.

Croissances respectives du PIB nominal et de la dette publique



La préservation d'un taux de croissance positif de son PIB nominal a jusqu'à présent permis à la France d'échapper à cette trappe à l'endettement dans laquelle ont été happés les pays du sud dès les premiers temps des politiques d'austérité. Une année de stagnation économique, et maintenant de récession, sur fond de très faible inflation, la rapprochent toutefois dangereusement du seuil à partir duquel l'écart des taux d'intérêt à la croissance du PIB basculant en territoire positif, induit une hausse inexorable du taux d'endettement. C'est ce que la France doit éviter à tout prix.

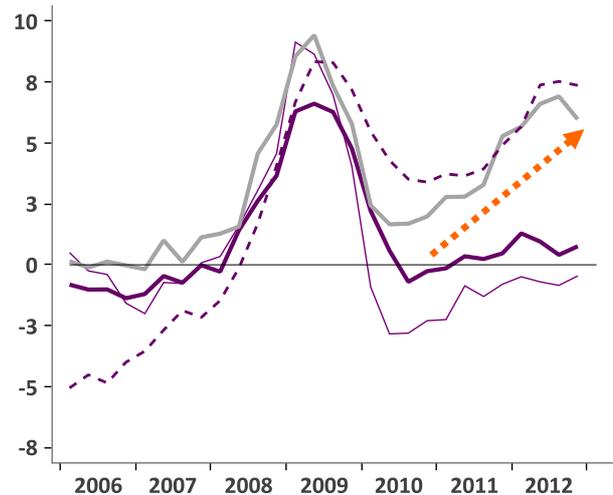
Taux de croissance annuel du PIB nominal, en %



--- Espagne — Italie — France — Allemagne

Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Ecart des taux 10 ans au taux de croissance du PIB nominal



--- Espagne — Italie — France — Allemagne

Sources : RichesFlores Research, Macrobond

La déflation compétitive, une non-option

Risquer d'enfoncer ce seuil en pensant pouvoir consolider la croissance de moyen terme par un choc déflationniste, consiste à tenter le diable. Le pari est d'autant plus risqué que l'idée qu'un choc de déflation compétitive puisse stimuler la croissance des pays qui la pratiquent n'a pas de sens, ceci pour plusieurs raisons.

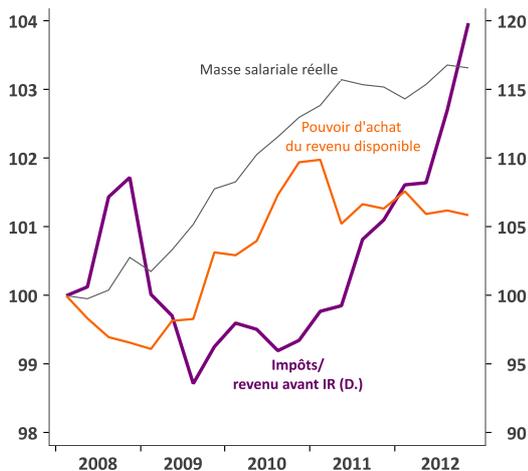
- En premier lieu, croire que la grande majorité des pays de la zone euro pratiquant la même politique compétitive peuvent simultanément y gagner est une inconséquence.
- La seconde erreur réside dans l'idée qu'une cure d'austérité puisse finir par porter ses fruits en matière compétitive alors que la destruction du potentiel productif qu'elle provoque amoindrit la capacité à profiter de la baisse des coûts relatifs engendrée par la chute de l'activité.
- Enfin, on peut ajouter une mauvaise interprétation de l'origine du succès compétitif de l'Allemagne dont tout prouve qu'il résulte avant tout de la combinaison de facteurs très favorables d'un contexte régional et mondial particulièrement porteurs et d'effets liés à la qualité et à la spécialisation de l'industrie allemande, plutôt que d'effets coûts. Aucune des conditions à

l'origine du succès allemand ne se trouvent aujourd'hui réunies pour les autres pays européens, ni l'avantage de leur spécialisation, souvent défailante ou trop limitée, ni celui de la dynamique du commerce mondial, aujourd'hui disparue et probablement pour longtemps (voir à ce sujet « [Quand la Chine se replie sur elle-même](#) »).

- **Il y a, dans le cas de la France, une autre et impérieuse raison de ne pas céder à l'illusion des effets vertueux de la politique de déflation compétitive : son dynamisme démographique**, lequel ne peut en aucun cas s'accommoder d'une quelconque option déflationniste. **Qu'elle ait une vocation compétitive ou non, la déflation a toujours les mêmes effets : elle réduit le niveau de rémunération et les anticipations de revenu futur et crée par là-même un cercle dépressif autoalimenté susceptible de durer des années.** Supportable, bien que coûteuse, dans les pays à démographie déclinante, pour lesquels les besoins futurs sont également sur le déclin, une telle situation est synonyme, dans les pays démographiquement dynamiques, de chômage de masse et d'appauvrissement rapide de la population et des structures économiques.

Avec une population en hausse de 300 000 personnes en moyenne chaque année, correspondant à un taux de croissance de 0,5 % par an, la France fait partie des pays démographiquement les plus dynamiques du monde développé. Ainsi, lorsque le pouvoir d'achat constaté au niveau national stagne, il baisse en réalité de 0,5 % en moyenne par habitant. Depuis la mi-2011, la hausse de la pression fiscale (+ 15 % du revenu des ménages avant impôt) a confisqué largement plus en France que l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse salariale et le revenu disponible brut des ménages en a été réduit de 1,2 %. Rapporté à l'augmentation de 0,8 % de la population sur la période, cela correspond à une perte de pouvoir d'achat de 2 % en moyenne par habitant.

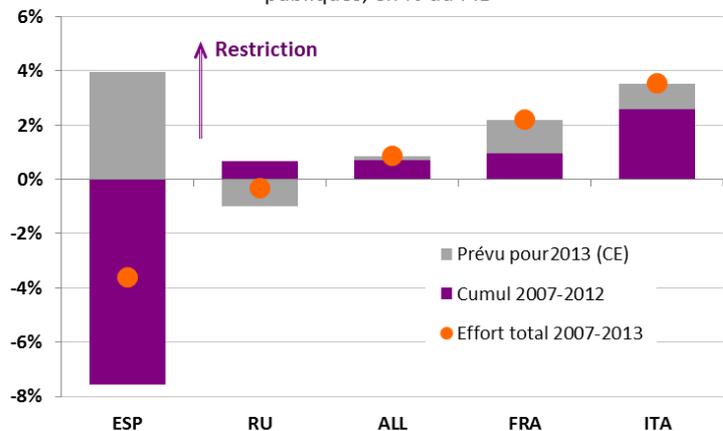
De la masse salariale au pouvoir d'achat



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Évolution de la politique budgétaire depuis 2007

Variations des soldes structurels primaires des finances publiques, en % du PIB



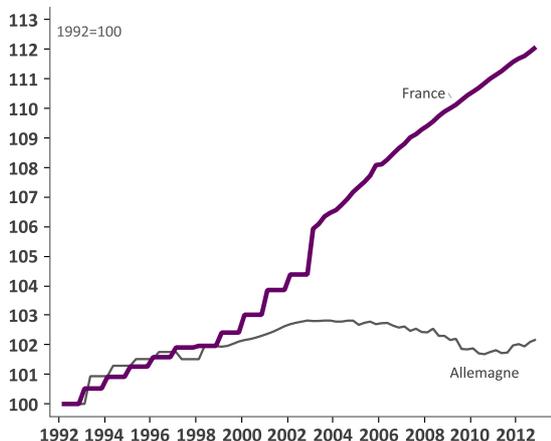
Sources : AMECO (hiver 2012), RichesFlores Research

Au contraire d'une idée reçue - et avant même la mise en place des hausses de la pression fiscale programmées par le gouvernement actuel -, **l'effort consenti par les ménages français est donc déjà très conséquent**, expliquant dans une large mesure, la dégradation de la situation économique depuis deux ans. Ajouter à ce choc celui d'une plus grande modération salariale ou d'une baisse de l'emploi nécessaires à une amélioration de la compétitivité-coût constituerait, à n'en pas douter, un grave danger pour l'économie française.

France et Allemagne : deux économies, deux modèles

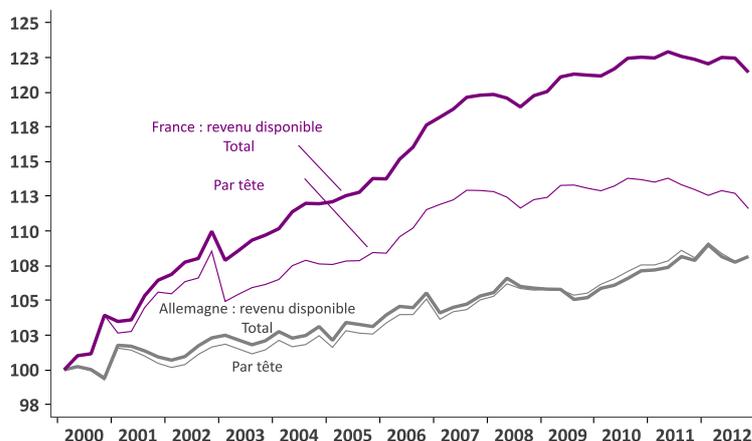
La situation française n'a en cela pas grand-chose à voir avec l'expérience allemande des années 2000, souvent présentée comme un modèle à suivre. Au cours des vingt dernières années, la population allemande a augmenté d'à peine 2 %, soit six fois moins que la population française. Les ménages allemands ont ainsi pu traverser une longue période de modération salariale et de stagnation de leur pouvoir d'achat, de 2001 à 2006, sans que celle-ci affecte de manière rédhitoire la santé financière des consommateurs pris individuellement dont les revenus réels ont continué à croître, bien que modérément. À titre de comparaison, une telle stagnation des revenus en France aurait conduit à une perte de pouvoir d'achat par habitant proportionnelle à l'évolution de la population, donc de l'ordre de 10 %, aux conséquences très certainement dramatiques.

Evolution de la population en France et en Allemagne



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Impact de la démographie sur l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible en France et en Allemagne



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

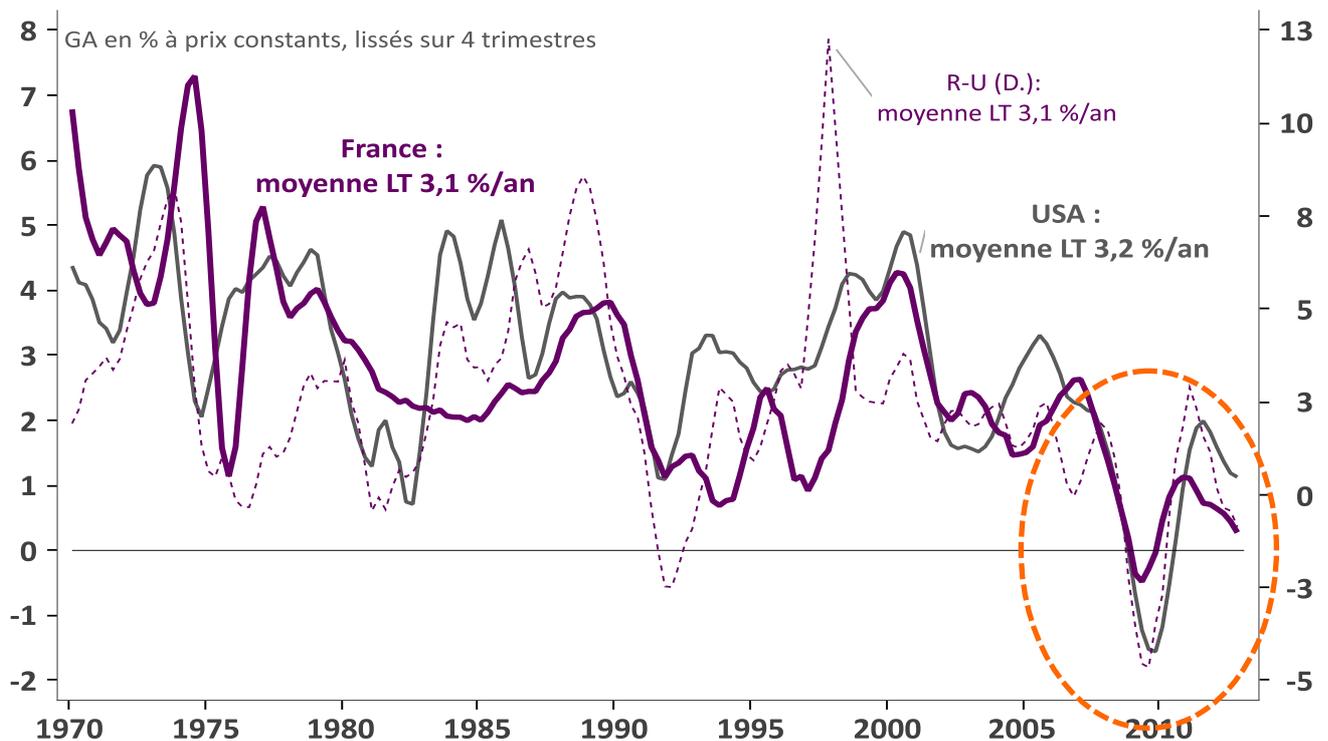
Ces écarts de situation démographique entre la France et l'Allemagne conditionnent des modèles économiques que tout ou presque sépare.

- **La croissance de la consommation joue par nature un rôle beaucoup plus important pour l'économie française que pour l'allemande**, où, par ailleurs, l'âge médian de la population est supérieur de quatre ans à celui de la France. Entre 2000 et 2008, la consommation des ménages a ainsi expliqué les deux tiers

de la croissance du PIB français, une proportion comparable à celle des États-Unis ou du Royaume-Uni aux caractéristiques démographiques proches. C'est exactement l'inverse de l'Allemagne où la consommation n'a pas représenté plus du tiers des ressources de croissance.

- **Les besoins des consommateurs français, plus jeunes, sollicitent davantage les dépenses en biens d'équipement des ménages et celles de services marchands que celles des consommateurs allemands.** Il en résulte, en France de même qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni, une plus grande pénétration d'importations de produits de consommation ainsi qu'une plus grande dépendance de la croissance économique au secteur des services marchands - secteurs de la distribution, du commerce, des transports, de la restauration et autres services aux particuliers, de loin les plus créateurs d'emplois. Comme dans ces pays, la crise, en privant l'économie française de ces sources de croissance traditionnelles, affecte ainsi en profondeur les rouages de son économie et de son marché de l'emploi.

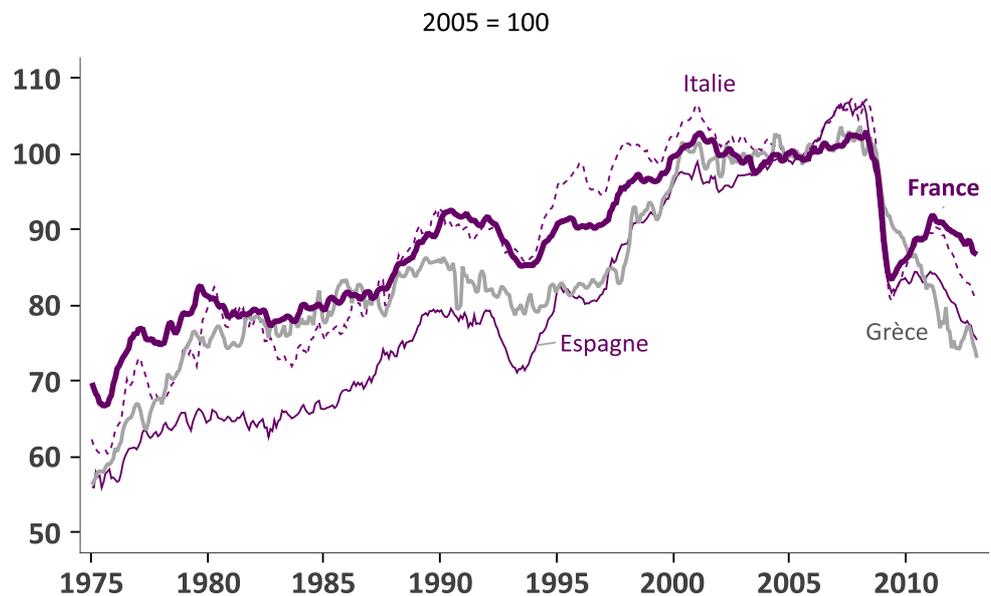
Dépenses réelles de consommation en services



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Dans un tel contexte, les politiques d'austérité - parce qu'elles nuisent en premier lieu à la population en âge de travailler - sont source de privations rapidement insupportables au regard des besoins propres à une démographie croissante. Malgré des situations initiales très différentes et des caractéristiques démographiques très éloignées, appliquer à la France des recettes semblables à celles imposées aux pays du sud de l'Europe aurait, à n'en pas douter, des conséquences identiques : une récession durable, une chute plus marquée encore de la production, une accentuation du chômage. Les bénéfices supposés en retour sur le front de la compétitivité-coûts seraient vraisemblablement engloutis par l'appauvrissement induit du socle productif, à l'instar de ce que l'on peut aujourd'hui craindre pour l'Espagne ou l'Italie.

Production industrielle : Grèce, Espagne, Italie, France



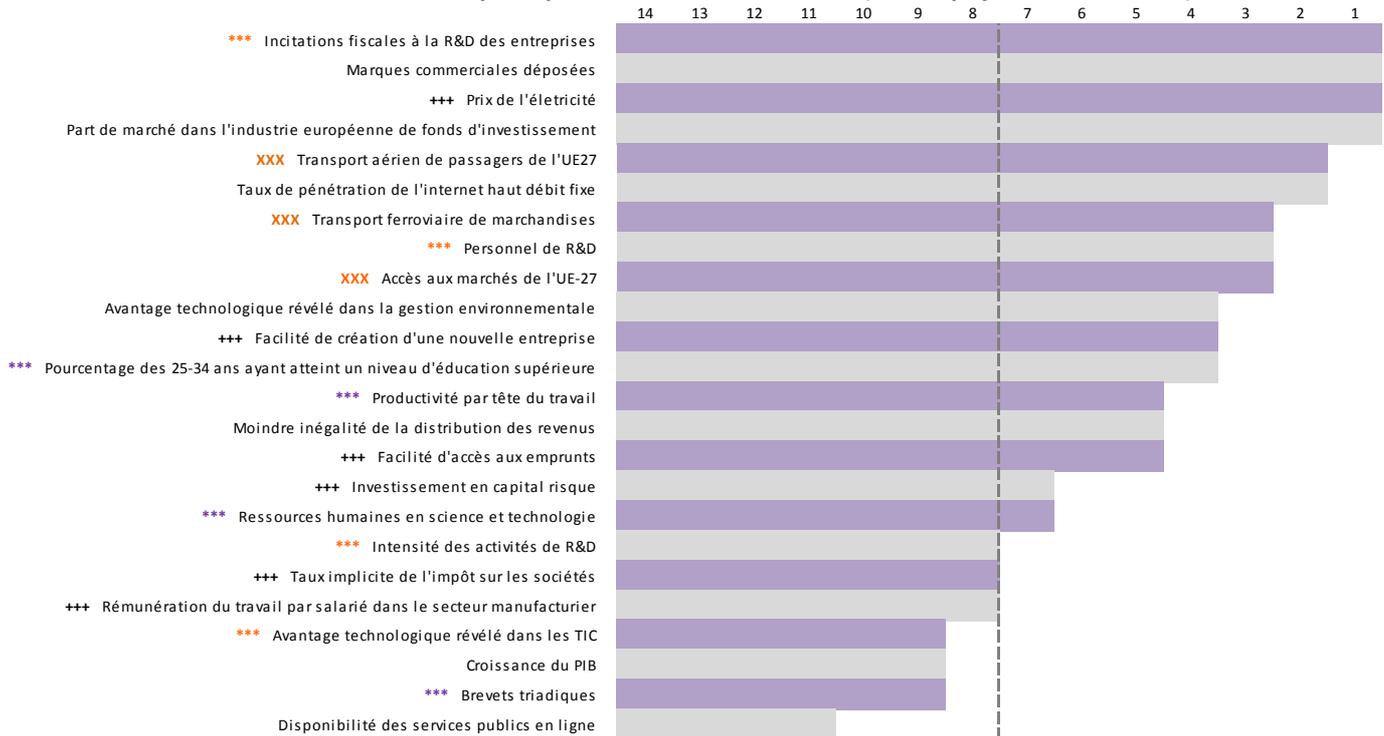
Sources : RichesFlores Research, Macrobond

A la recherche d'une autre voie

C'est donc bien une autre voie que la France doit emprunter. Or, sur quoi s'appuyer sinon sur ses propres atouts ? L'économie française a de multiples spécificités. Quatrième économie du G7 par son produit intérieur brut par habitant, ses ressources sont loin d'être épuisées. La France, c'est entendu, n'est pas une puissance industrielle, mais voilà bien longtemps que la part de l'industrie manufacturière dans le PIB français ne permet plus d'escompter que ce secteur constitue un levier de croissance suffisant.

Elle dispose néanmoins d'atouts structurels significatifs qui constituent autant de ressources susceptibles d'enrichir son socle productif. **Les classements internationaux consignent fidèlement ces spécificités, faisant clairement ressortir quelques points forts dont la France elle-même n'a souvent pas conscience : son positionnement en termes de recherche, de productivité, de stabilité économique, de situation géographique ou de formation, par exemple.**

Classement de la France selon les principaux critères d'attractivité (sur 14 pays étudiés*, 2012)



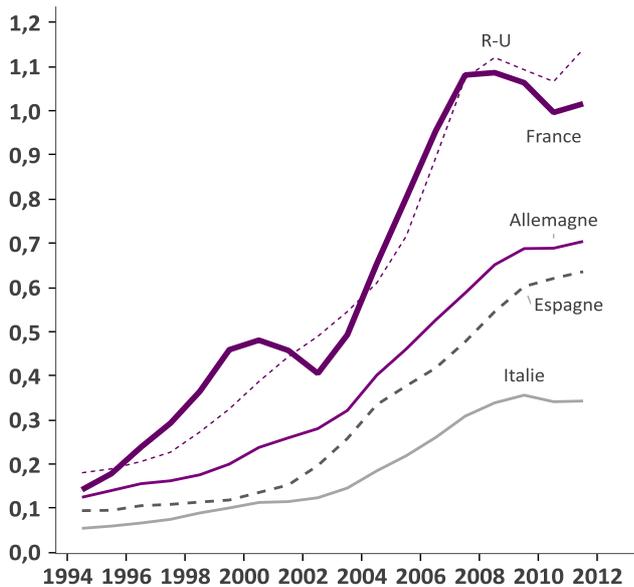
* France, Allemagne, Italie, Espagne, Suède, Belgique, Finlande, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Etats-Unis, Japon

*** domaine de la recherche, *** domaine de la formation/qualification, XXX situation géographique, +++ domaine concurrentiel

Source: RichesFlores Research, Tableau de Bord de l'attractivité de la France, MEF 2012

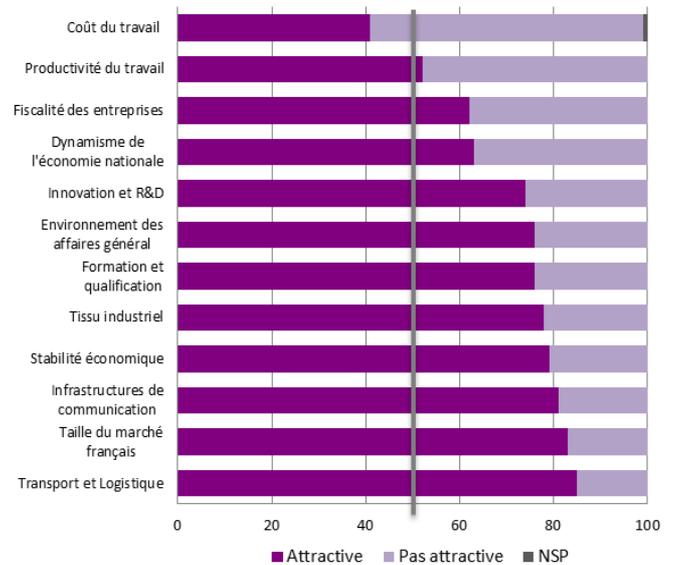
Il en ressort une économie parmi les plus attractives du monde industrialisé, ce que valide le maintien de son premier rang en matière de destination d'investissements directs étrangers au sein de la zone euro jusqu'en 2012 - année parmi les trois meilleures des quinze dernières et durant laquelle 693 décisions d'investissements étrangers créateurs d'emplois ont été recensées (698 en 2011) dans un large panel de secteurs.

Stocks d'investissements directs, Trn USD



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle attractive pour des investissements internationaux?



Source: Enquête d'opinion Sofres -AFII, 2011.

La nature des investissements étrangers est un témoignage incontestable de l'attractivité révélée de l'économie française, tant en matière de recherche que dans les secteurs industriels de pointe sur lesquels la France continue à se distinguer, comme l'informatique, l'aéronautique ou l'industrie pharmaceutique.

Les atouts de la France : de quoi parle-t-on ?

De l'analyse ressortent quatre points forts de l'économie française autour desquels s'articulent ses principaux atouts :

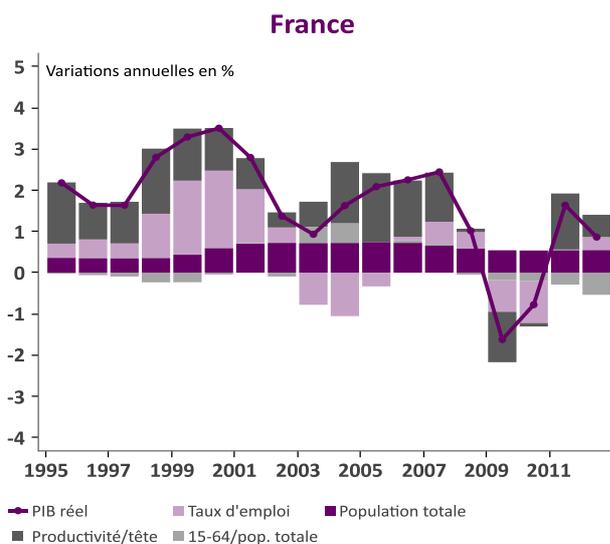
- la démographie ;
- la productivité, les infrastructures, la formation/qualification de la main d'œuvre ;
- la présence, la diversité et le rayonnement des grandes entreprises françaises sur la scène internationale ;
- le positionnement géographique, le tourisme et l'agriculture.

Les multiples avantages d'une démographie dynamique : demande, investissement, capacités de financement, richesse patrimoniale

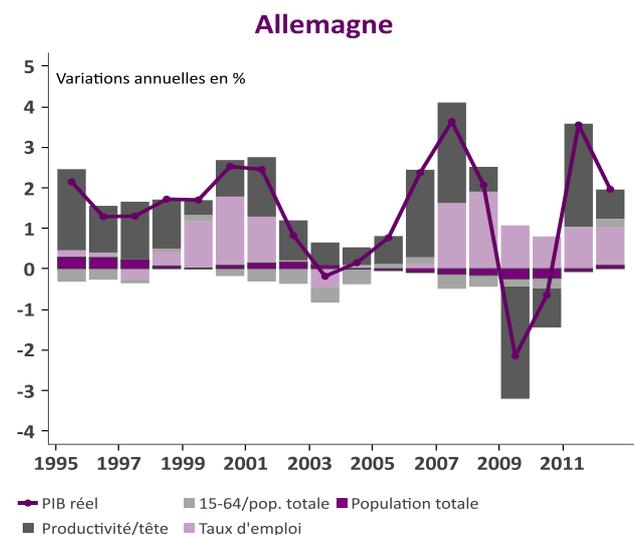
Bien qu'unanimement reconnu, l'avantage démographique de la France reste assez mal compris. Or, les leviers attachés à une démographie dynamique sont multiples :

- 1- Une population en constante augmentation constitue avant tout **une source naturelle de croissance économique**. Dans le cas de la France, il s'agit d'une contribution particulièrement stable de 0,5 % par an en moyenne. L'évolution du taux de participation, du taux d'emploi et de la productivité du travail font que l'utilisation de ce socle démographique soit plus ou moins porteuse (voir graphiques ci-dessous).

Croissance du PIB selon les critères démographiques et la productivité

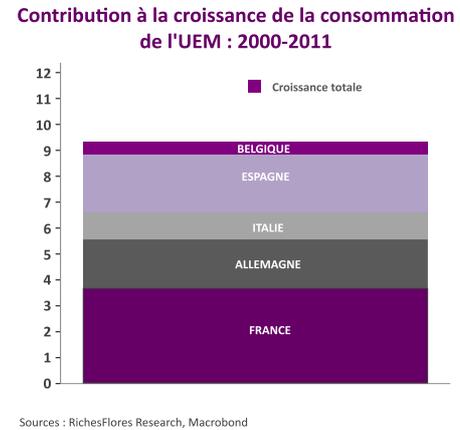
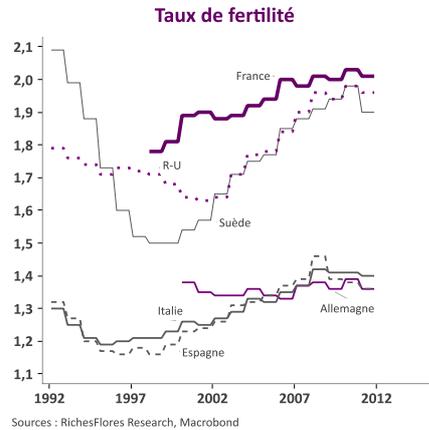
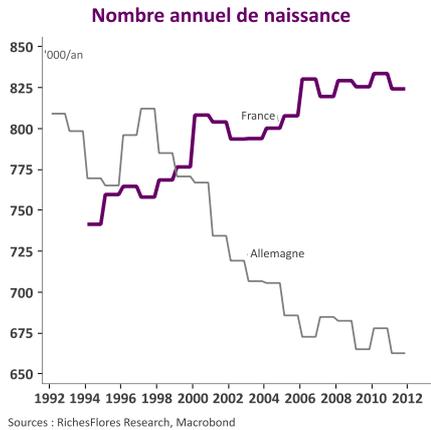


Sources : RichesFlores Research, Macrobond

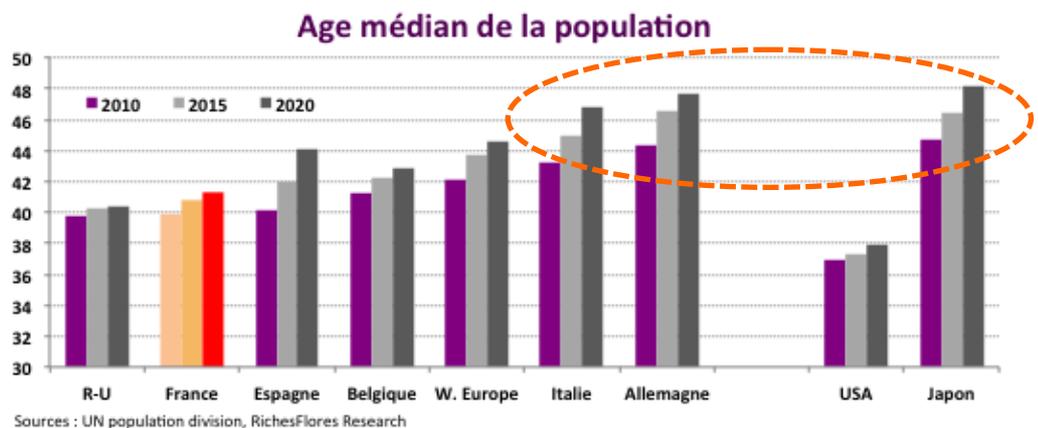


Sources : RichesFlores Research, Macrobond

La particularité démographique de la France lui offre une position régionale exclusive qui justifie dans une large mesure sa place de premier contributeur à la croissance de la consommation des ménages de la zone euro depuis le début des années deux mille.



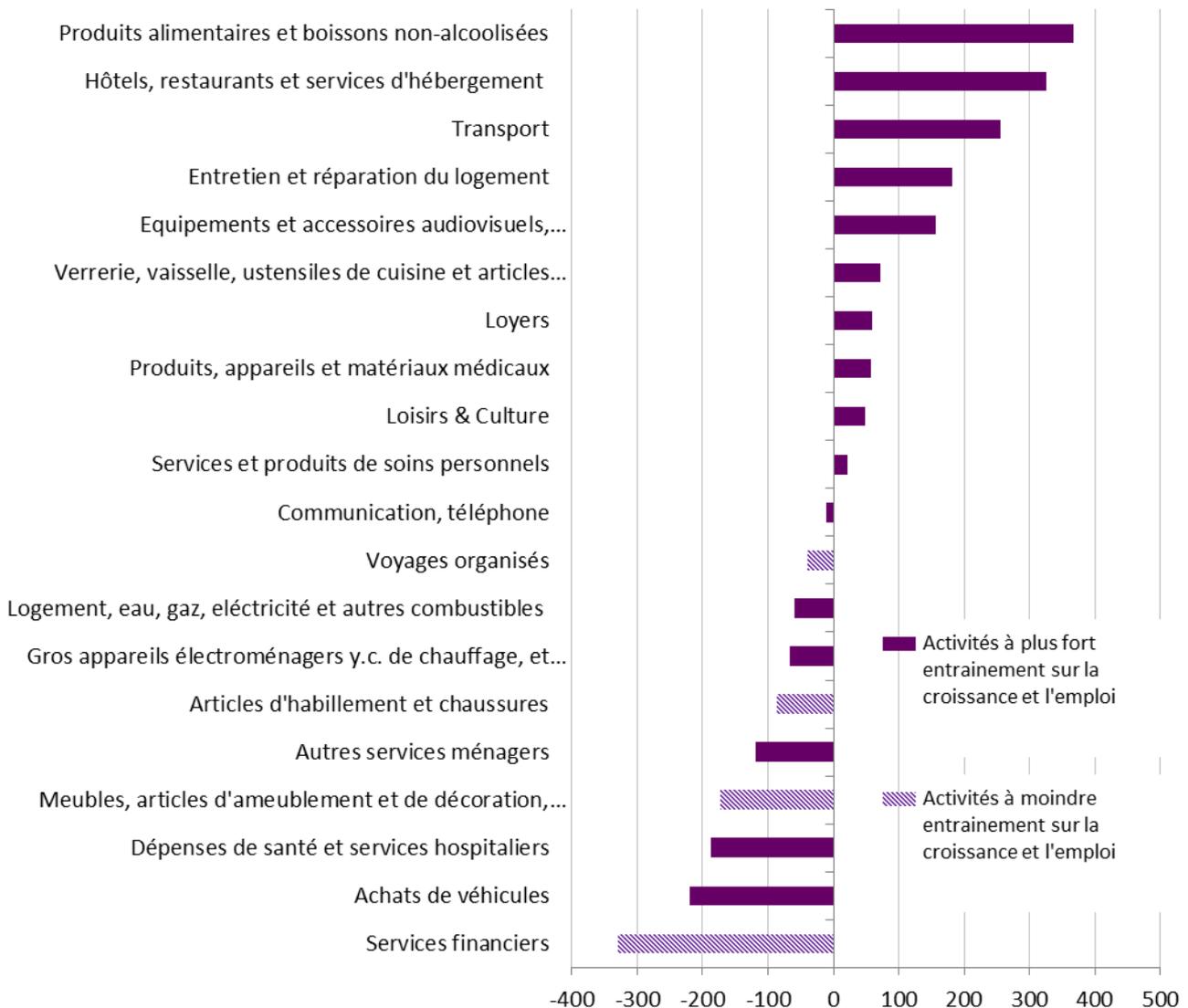
2- Une population plus jeune est **une source de diversité de la demande**. La nature de la consommation diffère sensiblement selon l'âge moyen de la population, le taux de fécondité et la structure des ménages qui en découle. Or, l'âge médian de la population française, est non seulement le plus bas de la zone euro mais devrait croître très modérément d'ici à 2020 du fait du renouvellement démographique qu'autorise un taux de fécondité élevé, de deux enfants par femme -contre 1,4 en Allemagne, en Italie et en Espagne. Selon les projections actuelles, l'âge médian de la population française serait ainsi encore inférieur à 42 ans en 2020 quand il approcherait 48 ans en Allemagne, 47 ans en Italie et dépasserait 44 ans en Espagne.



Les écarts d'âge ont d'importantes implications sur le comportement de dépenses des ménages, les familles jeunes avec enfants consacrant en particulier une part beaucoup plus importante de leur budget à l'équipement du foyer et aux dépenses de services commerciaux que les familles plus âgées. On retrouve, sans surprise, les grandes caractéristiques de ces écarts dans la comparaison des dépenses par tête des consommateurs allemands et français. Ainsi, il ressort que

les ménages français consacrent un budget notablement plus important que les Allemands à leurs dépenses alimentaires, au transport, à la restauration, d'équipement et d'entretien du foyer, aux loisirs et à la culture, un ensemble de secteurs à forte capacité d'entraînement sur la croissance et l'emploi. A l'inverse, les Allemands consacrent un budget beaucoup plus important à la santé, aux services médicaux, services financiers, ou à l'achat de véhicules, un ensemble d'activités à vocation essentiellement domestique et à moindre capacité d'entraînement sur la croissance du secteur privé domestique ou étranger.

Ecarts de consommation/tête entre la France et l'Allemagne, 2011, EUR 2005

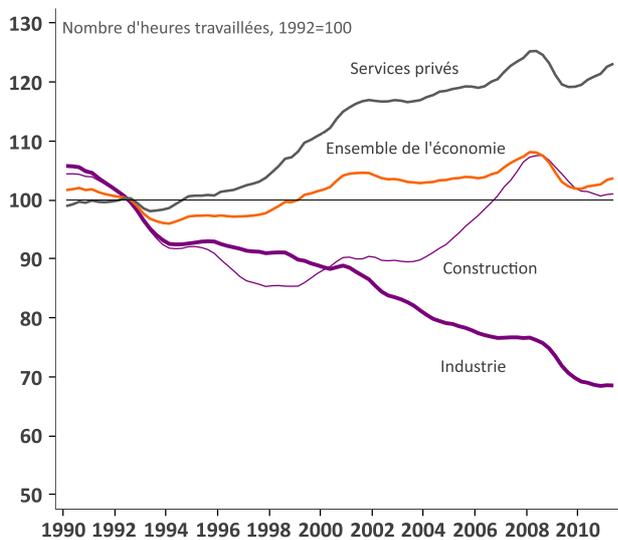


Source : Eurostat, RichesFlores Research

Plusieurs conclusions ressortent de cette analyse :

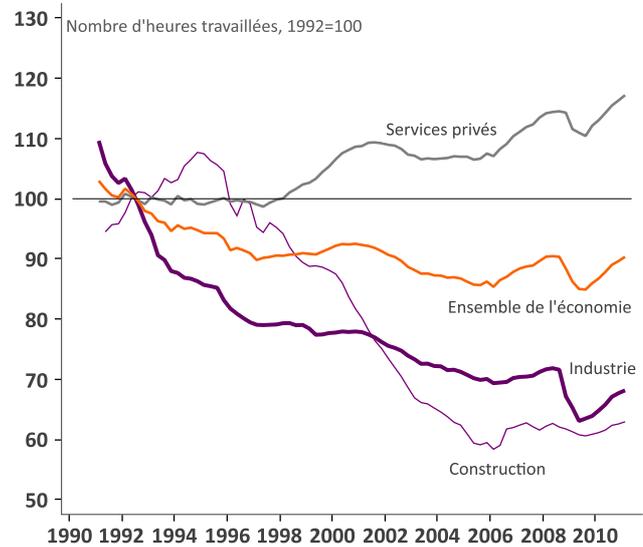
- la première concerne le soutien potentiel que représente la démographie française au développement d'un très large panel de secteurs, en particulier dans le domaine des services privés, auxquels il convient d'ajouter celui de la construction naturellement soutenu par l'augmentation structurelle des besoins en logements, sur lequel la France bénéficie d'une place incontestablement privilégiée par rapport à ses voisins dont les marchés sont pour la plupart en excès d'offre. Les évolutions respectives de l'emploi entre la France et l'Allemagne illustrent assez fidèlement ces écarts de situation.

Emploi privé par secteur en France



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

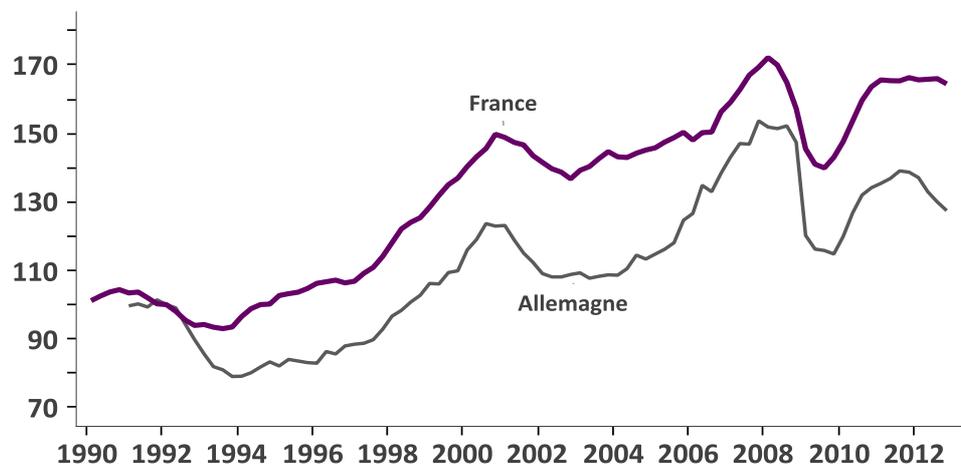
Emploi privé par secteur en Allemagne



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

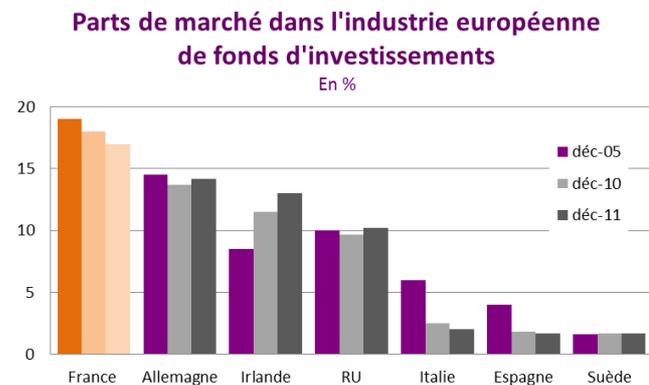
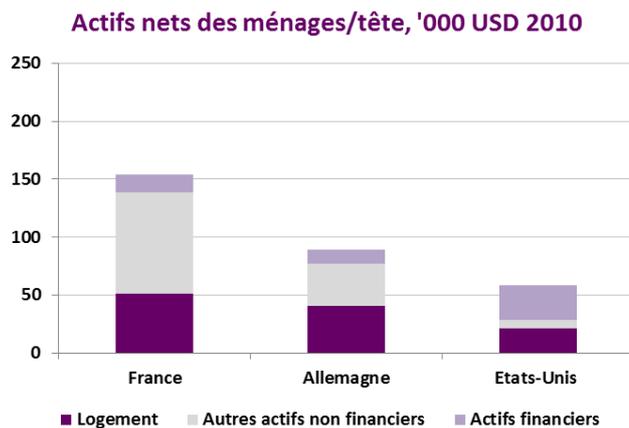
- la deuxième est relative à l'effet d'entraînement que peut jouer le socle de demande sur l'investissement productif et immobilier.

Investissement en machines et équipement, px cst 1992=100



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

- la troisième soulève le risque que l'Europe se trompe en escomptant du consommateur allemand qu'il relance la consommation européenne quand la structure de consommation des ménages montre à quel point cette hypothèse est peu crédible.
- 3- L'avantage démographique se concrétise également par **une capacité d'épargne plus élevée que celle des pays plus rapidement vieillissants**, la propension à épargner tendant à baisser significativement au-delà de la période d'activité. Cette particularité n'est pas étrangère au fait que la France occupe le premier rang des pays occidentaux en matière d'épargne et qu'elle détienne le premier rang des pays européens dans l'industrie des fonds d'investissement (largement due à l'importance relative des placements monétaires et d'assurance-vie). Déplorer le comportement d'épargne des ménages - aujourd'hui exacerbé par la défiance des consommateurs - ne doit pas faire oublier qu'un taux d'épargne élevé constitue à la fois une source de financement que certaines incitations peuvent transformer en levier d'investissement pour les entreprises (sujet récemment adressé par le rapport des députés Karine Berger et Dominique Lefebvre sur l'épargne longue), une réserve susceptible d'être mise à profit pour stimuler la demande (également d'actualité), de même qu'un facteur de sécurité financière indéniable, renforcé par le fait que les ménages français comptent parmi les plus riches des pays occidentaux. Relativement peu endettés, les Français disposent d'un patrimoine net par tête près de deux fois supérieur à celui des Allemands et presque trois fois plus important que celui des Américains, grâce en particulier à leurs actifs immobiliers et au niveau très élevé de leur richesse foncière.



Source: RichesFlores Research, Tableau de Bord de l'Attractivité de la France, MEF 2012

- 4- Enfin, la spécificité démographique française confère - tout au moins potentiellement - **une moindre exposition au choc de redistribution lié au vieillissement** de la population, le taux de dépendance des personnes âgées à la population d'âge actif augmentant moins rapidement que chez nos voisins.

On l'aura compris, ce contexte démographique, à l'origine de bien des facteurs d'attractivité de la France, constitue un relai essentiel à toute politique

d'amélioration du potentiel de croissance. Il impose en contrepartie des limites : la vulnérabilité à toute période prolongée d'inertie de l'emploi et une incompatibilité avec la déflation.

La performance méprisée de la productivité française

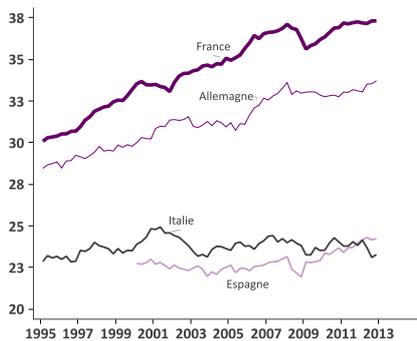
L'image que la France a d'elle-même est à ce point abimée que ses performances les plus valorisantes sont souvent méprisées. C'est le cas s'agissant de la productivité, où même les chiffres officiels d'Eurostat sont souvent tenus pour suspects, tant domine le sujet du manque de compétitivité de l'économie française inhérent au niveau de ses coûts salariaux.

Des grands pays européens, la France est pourtant celui dont la productivité - c'est-à-dire la production par heure travaillée - est la plus élevée. Cette situation est loin d'être nouvelle et était, il y a peu, observée dans chacun des grands pans d'activité. Récemment dépassée par l'Allemagne dans l'industrie, la productivité française conserve toutefois un positionnement très supérieur à ses voisins dans le domaine des services privés et elle semble résister mieux que les autres pays dans celui des activités scientifiques et techniques.

Sans doute peut-on avancer que la qualité de la formation de la main d'œuvre française, mise en avant par de nombreuses enquêtes, celle des infrastructures et une certaine organisation du travail ne sont pas étrangères à ce constat. Ce haut niveau de productivité, bien qu'insuffisant pour combler les écarts de coûts salariaux dans les secteurs les plus concurrentiels, l'industrie en particulier, n'en reste pas moins à inscrire au rang des atouts de l'économie française méritant d'être valorisés.

Productivité dans les services privés

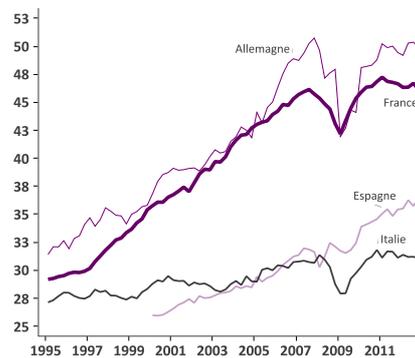
euros par heure de travail, hors activités immobilières et administration publique



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Productivité dans l'industrie (hors construction)

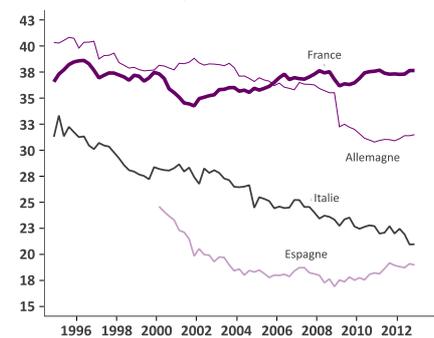
euros par heure de travail



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Productivité dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques

euros par heure de travail

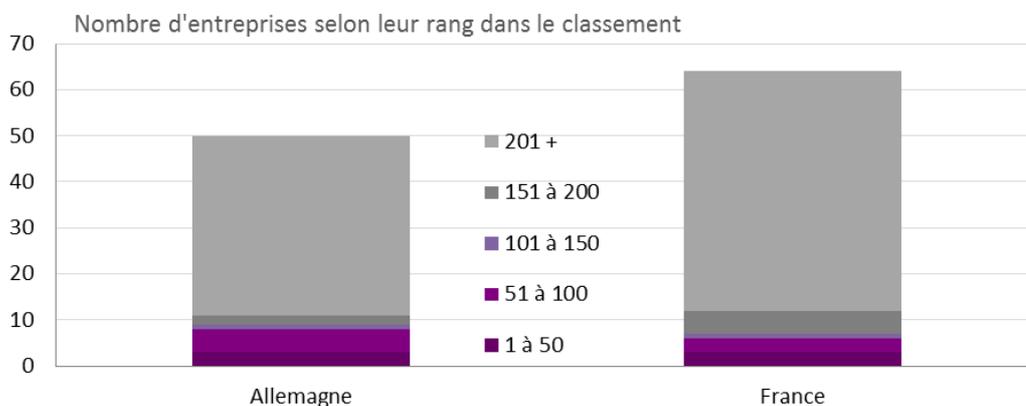


Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Présence et rayonnement des grandes entreprises françaises sur la scène internationale

Le rayonnement international des entreprises françaises est une autre illustration des succès français bien souvent négligés. Début 2013, le nombre d'entreprises françaises classées parmi les 2 000 plus grands groupes mondiaux s'élève à 64 selon le classement Forbes, 12 figurant parmi les 200 premières. À titre de comparaison, l'Allemagne en affiche 50 dont 11 parmi les 200 premières. La France est donc largement représentée et se caractérise, à l'instar de la composition du CAC 40, par une forte diversification de ses activités, allant de la banque, à la pharmacie, l'agro-alimentaire et la distribution, l'aéronautique, la chimie, le luxe, les équipementiers automobiles/pneumatiques, la construction, les services informatiques, les médias ...

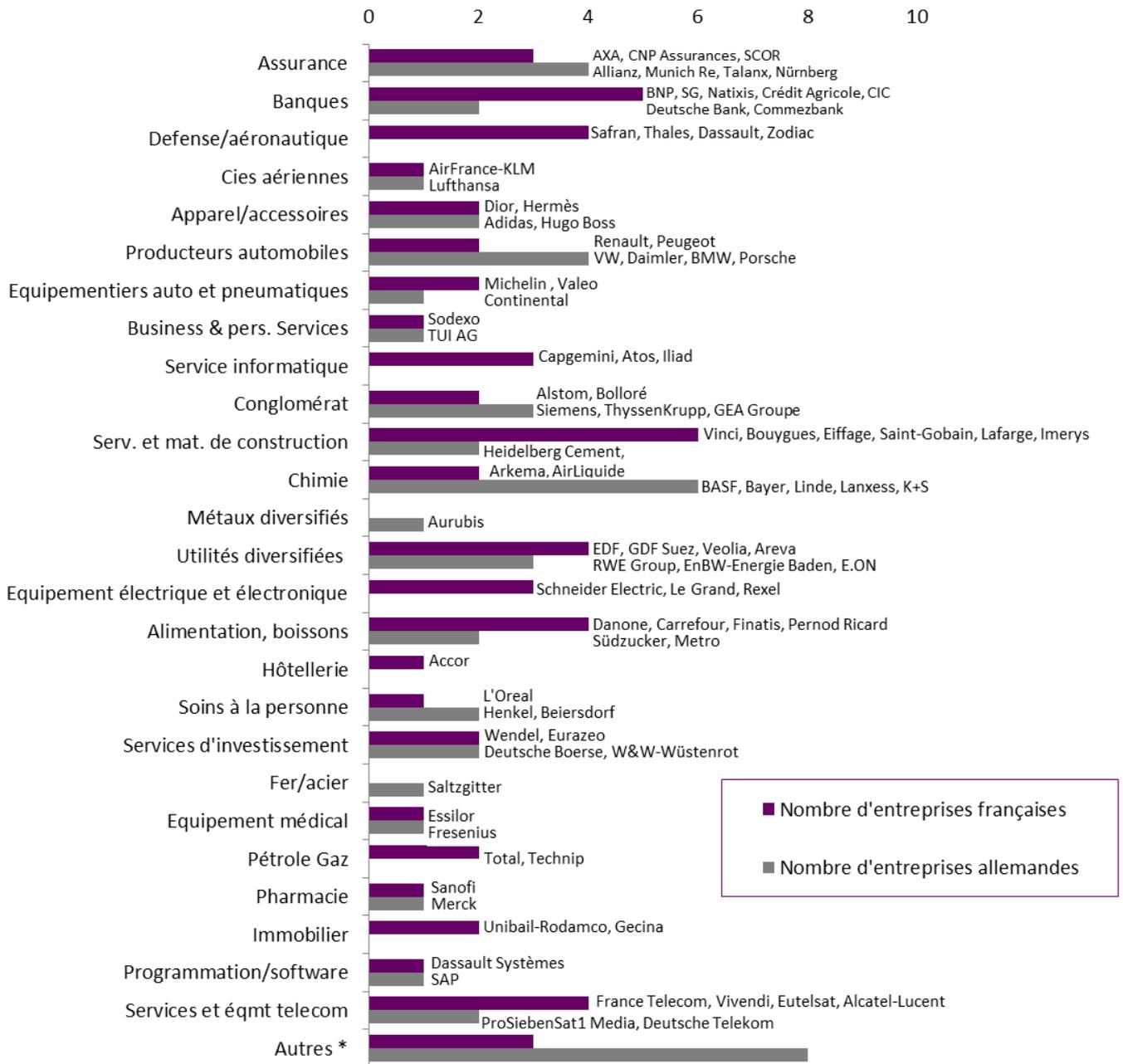
Représentation des entreprises françaises et allemandes parmi les 2000 premiers groupes mondiaux, selon leur rang



Malgré les piètres performances récentes à l'exportation, cette puissance des grandes entreprises assure à la France une présence encore très honorable sur le marché international, au sixième rang mondial des exportateurs de marchandises en 2011 (soit une place de moins qu'en 2007), et au troisième rang des principales économies mondiales pour le montant de ses exportations par tête.

Les bénéfices qu'en retire le tissu productif français sont nombreux. En termes d'activité domestique et donc d'emploi, les grands groupes français tirant dans leur sillage de nombreuses PME/PMI ; en terme de représentation internationale dans des secteurs clés de la demande mondiale, ce qui permet à la plupart de ces grands groupes d'être très bien positionnés pour tirer parti de l'essor de la demande des pays à croissance forte, en particulier parmi les économies émergentes.

Représentation des entreprises françaises et allemandes parmi les 2000 premiers groupes mondiaux - 2013



Sources : RichesFlores Research, Forbes 2013 * FR: PPR, Vallourec, Aéroport de Paris; ALL: Deutsche Post, BayWa, Aareal Bank, IKB Deutsche, DVB Bank, Celasio, Fraport, Infineon

Poids des principaux exportateurs dans le commerce mondial de marchandises, en 2011 et 2007

Rang 2011	Valeur, Md \$	Part	Rang 2007	Valeur, Md \$	Part
Chine	1898	10,4	Allemagne	1326	9,5
États-Unis	1480	8,1	Chine	1218	8,7
Allemagne	1472	8,1	États-Unis	1163	8,3
Japon	823	4,5	Japon	713	5,1
Pays-Bas	661	3,6	France	553	4,0
France	596	3,3	Pays-Bas	551	4,0
Corée du sud	555	3,0	Italie	492	3,5
Italie	523	2,9	Royaume-Uni	438	3,1
Russie	522	2,9	Belgique	431	3,1
Belgique	477	2,6	Canada	419	3,0

Source : OMC, RichesFlores Research



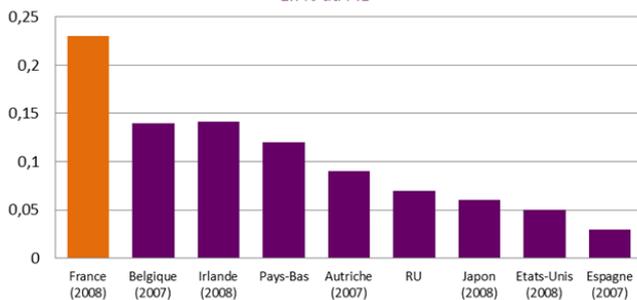
Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Recherche et développement

Le positionnement de la France dans le domaine de la R&D est sans conteste dans une large part le fruit de l'influence économique de ces grandes entreprises. Autre point fort peu reconnu, la France se situe au troisième rang mondial en proportion d'emplois dans la R&D, derrière la Finlande et la Suède tandis que la proportion de chercheurs stricto sensu n'a rien à envier à ses concurrents. Le haut degré d'incitation fiscale - le plus élevé des pays développés - et le niveau de qualification des chercheurs français sont largement prisés par les entreprises étrangères ce qui permet à la France d'attirer une large proportion des investissements directs réalisés en Europe dans plusieurs secteurs clés de la R&D.

Incitations fiscales à la R&D des entreprises (2009)

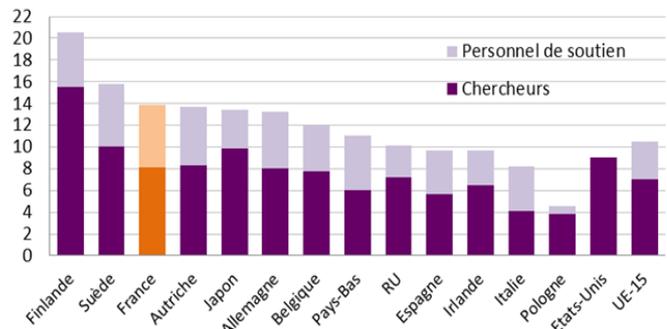
En % du PIB



Source: RichesFlores Research, Tableau de Bord de l'Attractivité de la France, MEF 2012

Personnel de R&D (2010)

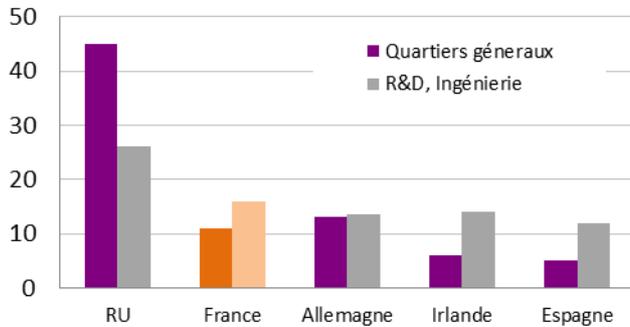
Effectif pour 1000 actifs



Source: RichesFlores Research

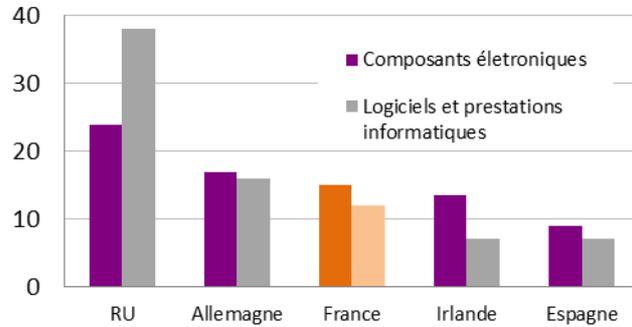
Part de la France dans les projets d'investissement étrangers en Europe, en %

R&D et Quartiers Généraux



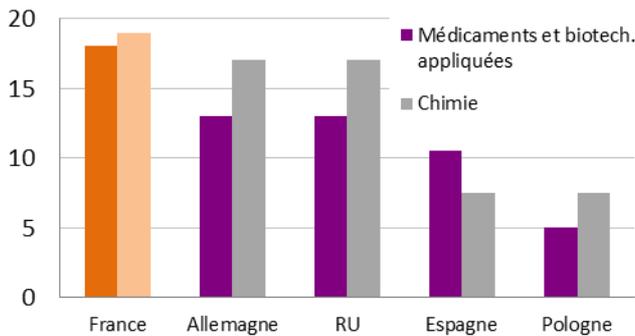
Source: ObservatoireEurope - AFII 2012, calculs AFII-CAS

Logiciels et prestations informatiques



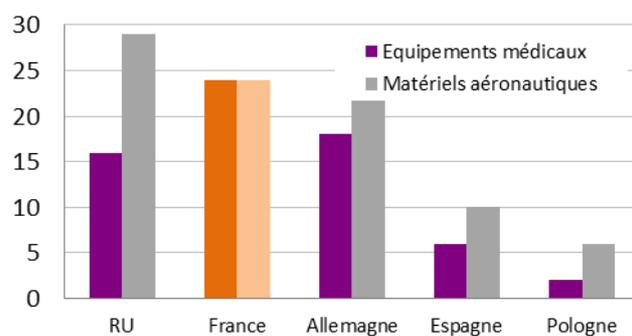
Source: ObservatoireEurope - AFII 2012, calculs AFII-CAS

Chimie



Source: ObservatoireEurope - AFII 2012, calculs AFII-CAS

Matériels aéronautiques



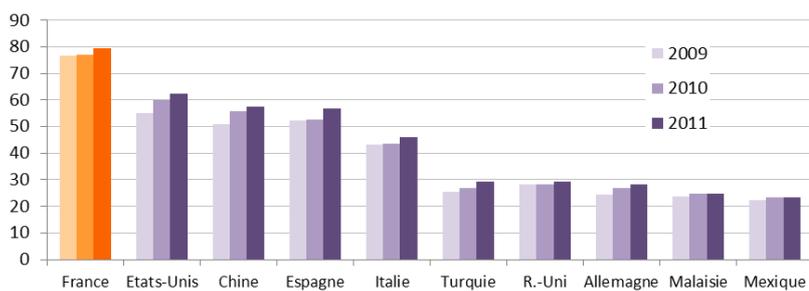
Source: ObservatoireEurope - AFII 2012, calculs AFII-CAS

Positionnement géographique, tourisme et agriculture

Le positionnement central de la France dans l'espace européen, son ouverture maritime et la diversité de sa géographie participent largement de son attraction. Deux secteurs apparaissent particulièrement bien positionnés pour en bénéficier : le tourisme et l'agriculture. Ces deux socles d'activité sont parmi les plus dynamiques aujourd'hui à l'échelle mondiale et représentent des opportunités de développement là encore souvent sous-estimées.

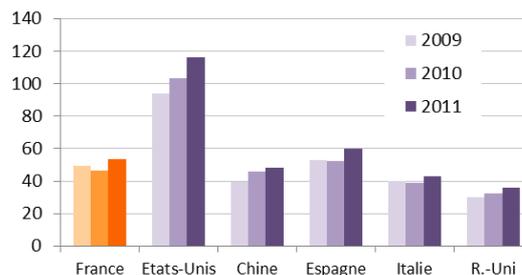
Première destination touristique au monde, le territoire français offre un potentiel de développement d'activités loin d'être épuisé à en juger par la faible part relative des recettes touristiques en comparaison des autres principales destinations : ainsi, avec deux fois plus de visiteurs que la Chine, la France ne dégage pas plus de recettes touristiques que cette dernière.

Arrivées de touristes internationaux



Source : UNWTO, RichesFlores Research

Recettes touristiques, Mds \$



Source : UNWTO, RichesFlores Research

Enfin, autre spécificité française, son positionnement agricole dans de multiples domaines parmi lesquels la France occupe les premiers rangs mondiaux malgré sa faible superficie relative. Alors que les besoins agricoles ne cessent de croître à l'échelle mondiale, l'agriculture s'impose de plus en plus comme un nouveau gisement d'activités, un des rares secteurs créateur d'emplois ces derniers trimestres à très fort contenu en exportations.

Place de la France dans les principales productions agricoles mondiales, 2009

	Production (en millions de tonnes ou d'hectolitres)	Rang mondial	Rang dans l'UE
Vin	43	2	2
Blé	39	5	1
Volailles	1,8	5	1
Lait	24	5	2
Viande porcine	2,3	6	3
Maïs	16	7	1
Sucre	4,5	8	1
Viande bovine	1,8	8	1

Source : Ministère de l'Agriculture

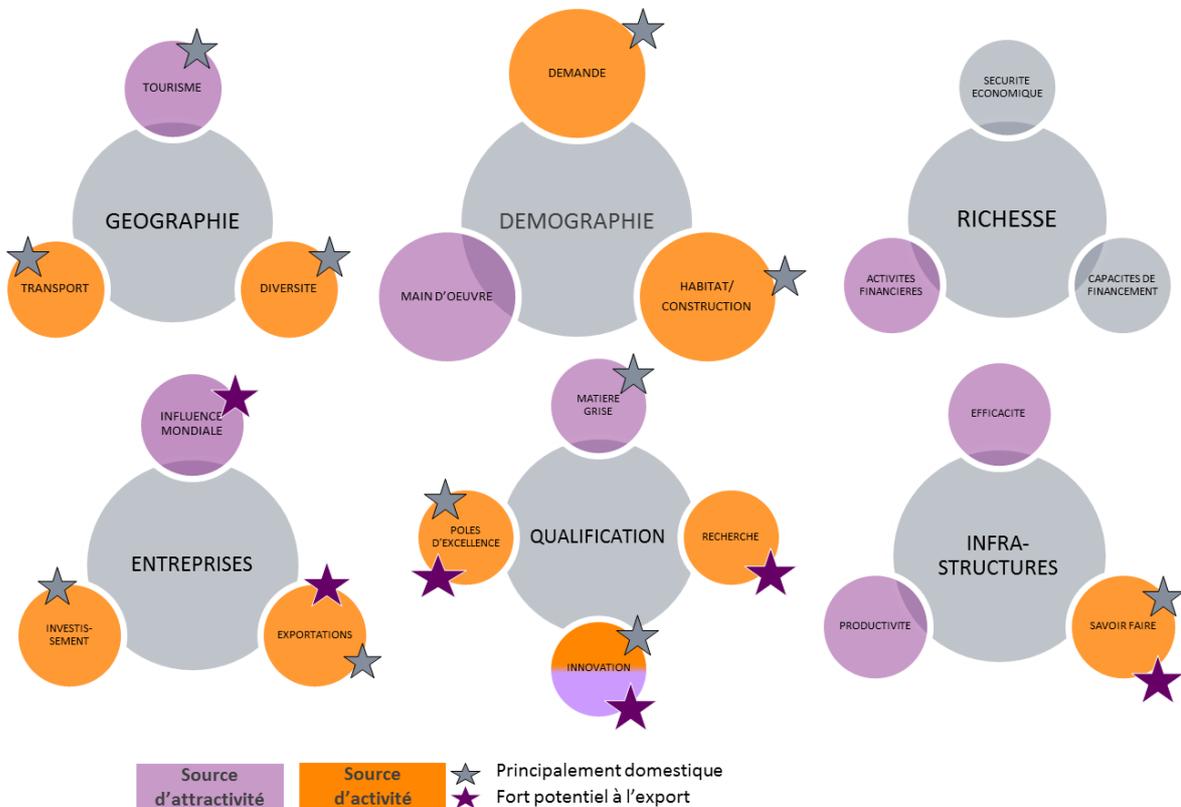
Mieux combiner les atouts révélés de l'économie française pour faire face à la crise

Ces atouts et ressources de l'économie française, parfois bien méconnus, renforcent la conviction du risque et de l'insupportable gâchis que constituerait la poursuite dans la voie de l'appauvrissement économique qu'impliquent les choix européens actuels. La France a incontestablement les moyens de suivre une autre voie.

Elle est, à ce titre, probablement le pays de la zone euro le mieux loti pour élever son potentiel de croissance, stimuler la demande intérieure de l'UEM et faire face, in fine, au problème de surendettement. Toutefois, aucune de ces chances ne pourra être prise sans repousser dans le temps le calendrier de réduction des déficits publics et sans le rétablissement imminent d'une trajectoire de croissance de la demande domestique, seule à même de faire des initiatives de soutien à l'investissement, un succès.

Mieux valoriser les atouts de la France participe au renforcement de la confiance nécessaire à l'audace requise pour imposer un nouveau cap à l'orientation de la politique économique. C'est là, également, sans doute l'option la plus sûre pour réduire le risque de sanction des agences de notation que la perspective d'une récession ne peut qu'attiser.

Combiner les atouts de l'économie française pour trouver une autre voie



Véronique Riches-Flores
contact@richesflores.com

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes.

RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.

Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.

Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.

La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.

Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.

Véronique Riches-Flores, contact@richesflores.com